

Corruption et confusion: la dissimulation du COVID-19

Rod Taylor

Chef, PHC Canada

La crise du COVID-19 a attiré l'attention du monde comme un rien dans notre mémoire. Cela a été appelé une guerre, une pandémie, une peste, une catastrophe économique et une excuse pour les prises de pouvoir par les gouvernements du monde entier. Il y a eu des morts, des bouleversements économiques et des perturbations des processus politiques.

Les Canadiens ont le droit de savoir si notre gouvernement fédéral a été proactif en protégeant ses citoyens et en fournissant les conseils et les services dont nous avons besoin pour minimiser les dommages. Un examen des réponses du gouvernement à l'évolution des statistiques révèle une vulnérabilité auto-infligée alarmante, maintenant évidente à mesure que le nombre de Canadiens infectés augmente. Les communiqués de presse trompeurs de la Chine depuis les premiers jours de la crise ont jusqu'à présent contribué à la confusion, masquant à la fois l'ampleur de la menace et sa réponse défailante. Avec le recul, qu'est-ce que le Canada aurait pu faire de mieux?

Nous aurions pu - et aurions dû - fermer nos frontières plus tôt, en particulier aux voyageurs en provenance de Chine. Les États-Unis ont rendu une ordonnance le 31 janvier, interdisant à tous les ressortissants étrangers qui avaient mis les pieds en Chine au cours des 14 derniers jours d'entrer dans le pays. Il a également imposé une période d'auto-isolement obligatoire de 14 jours à tout citoyen américain revenant de la province du Hubei.¹ Entre-temps, le premier ministre du Canada a continué de rejeter l'idée de fermer la frontière aux voyageurs en provenance de Chine, qualifiant cette idée de «raciste». L'administrateur en chef de la santé publique du Canada, la Dre Theresa Tam, a continué de défendre l'avis de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) contre «. . . tout type de restrictions de voyage et de commerce. . . »² Pas plus tard que le 20 février, la ministre canadienne de la Santé, Patty Hajdu, a déclaré: "... Le risque pour les Canadiens demeure faible... ". Et a continué de tenir des individus pour responsable de l'auto-identification et l'auto-isolation. Le 26 février, le Dr Howard Njoo, administrateur en chef adjoint de la santé publique du Canada, a déclaré: «Nous avons contenu le virus.» Le Premier ministre et ses hauts responsables de la santé ont continué à compter sur l'autodiagnostic des voyageurs étrangers et à leur fournir des «informations» dans les aéroports.

Le 13 mars, Justin Trudeau a défendu sa décision de ne pas restreindre l'entrée aux voyageurs en provenance de Chine (comme les États-Unis l'avaient fait), il a déclaré³ : «Nous ne l'avons pas fait. Nous avons pu le gérer de manière à permettre le contrôle et la non-propagation du virus. . . nos responsables de la santé publique nous font les bonnes recommandations pour le Canada. » Trois jours plus tard, le Canada a commencé à limiter l'entrée des voyageurs étrangers.

Nous aurions dû fermer nos frontières aux frontaliers illégaux il y a longtemps, avant même que COVID-19 ne commence. Le 17 mars, le ministre de la Sécurité publique, Bill Blair, a confirmé que le Canada continuerait d'accueillir des personnes entrant au Canada en provenance des États-Unis aux points de passage frontaliers «irréguliers» comme l'infâme route Roxham au Québec, où des piétons avec

des valises et des sacs à dos entrent simplement au Canada. «Nous prenons actuellement des dispositions distinctes pour que ces personnes soient placées dans des abris appropriés. . . » Longtemps source de frustration pour les Canadiens respectueux des lois, le traitement de première classe des illégaux soulève maintenant de nouvelles préoccupations quant à la possibilité de transmission transfrontalière du virus. Trois jours plus tard, le PM Trudeau a annoncé que les migrants en situation irrégulière seront refoulés à la frontière.⁴ Les questions concernant la frontière à Roxham et les problèmes de réfugiés qui y sont liés demeurent.

Nous n'aurions jamais dû faire confiance au PCC, le Parti Communiste Chinois, pour dire la vérité.

Une grande partie de la pandémie mondiale et la dévastation économique qui l'accompagne auraient pu être évitées ou minimisées si le PCC avait été plus transparent. Le PCC semble avoir convaincu les responsables de l'OMS que le virus est sous contrôle en Chine mais quelques-uns dans le monde croient en leur nombre. Pourquoi devrions-nous? Lorsque le Dr Li Wenliang a pour la première fois averti ses collègues médecins du virus récemment découvert qui avait déjà tué plusieurs personnes, lui et sept autres dénonciateurs ont été arrêtés «pour avoir répandu des rumeurs».⁵ Le Dr Li a écrit sa lettre exposant le virus le 30 décembre. Le PCC n'a annoncé l'urgence médicale que le 20 janvier. Le Dr Li est décédé en février de COVID-19. Au moment de sa mort, la ville de Wuhan était en confinement. Contre toute évidence, le PCC a nié la transmission interhumaine pendant des semaines. Depuis lors, la Chine prétend avoir le contrôle, mais le nombre de morts qu'elle prétend est bien inférieur au nombre d'urnes d'incinération livrées aux salons funéraires...

Nous devons exiger que la Chine publie tous les dossiers de recherche sur le coronavirus de l'Institut de virologie de Wuhan et du Centre de contrôle des maladies de Wuhan.

Il existe des dizaines de points de vue possibles en ce qui concerne l'épidémie initiale du COVID-19 à Wuhan. Certains se concentrent sur les «marchés de la viande humide» où les animaux sauvages sont achetés pour la nutrition. Il y a des spéculations sur la transmission du virus des chauves-souris en fer à cheval aux pangolins, puis aux humains sur ces marchés. C'est possible. Cependant, il est également connu que le bio-laboratoire de Wuhan étudiait une gamme de coronavirus collectés sur des chauves-souris en fer à cheval.⁵ Il ne faut pas beaucoup d'imagination pour postuler qu'un de ces coronavirus - qu'il soit d'origine naturelle ou artificiel - aurait pu s'échapper du laboratoire. Les dossiers de recherche nous en diraient beaucoup. Loin de partager de manière transparente les informations dont elle dispose, la Chine a en fait expulsé des journalistes occidentaux de Wuhan, y compris ceux de sympathisants de gauche comme le New York Times. Que cache la Chine? Est-ce la source du virus ou le nombre de morts en spirale, qu'ils nient?

Nous ne devons pas laisser la crise du COVID-19 obscurcir notre jugement.

Des mesures d'urgence sont prises par des pays du monde entier, notamment les États-Unis et le Canada. Les politiciens qui sont normalement préoccupés par le niveau d'endettement approuvent des fonds de sauvetage d'une proportion incroyable. La fermeture d'entreprises et la perte de recettes fiscales auront des effets dévastateurs dans le futur. Les citoyens acceptent soudain des restrictions sur leurs mouvements et leurs habitudes qui auraient été inimaginables il y a seulement un mois. Bien que nous soyons tous prêts à faire notre part pour contenir le virus, nous ne pouvons pas laisser un esprit de peur envahir nos cœurs. Joe Boot présente une perspective très sage dans cet article à l'Institut Ezra.⁶

Nous demandons respectueusement la démission de la Dre Theresa Tam, Administratrice en chef de la santé publique du Canada. Nous n'appelons pas souvent à la démission des responsables gouvernementaux. Le Premier Ministre et d'autres partagent certainement la responsabilité de la lenteur

de la réaction du Canada. Il est vrai que peu de gens ont vu la nature désastreuse de l'épidémie du COVID-19 début janvier, en grande partie à cause de la dissimulation de la Chine. Mais début février, les États-Unis avaient fermé leurs frontières aux voyageurs en provenance de Chine et le Dr Tam insistait toujours sur le fait que la distribution de brochures à l'aéroport était suffisante. Cette naïveté s'est poursuivie tout au long de février et de la mi-mars. Sa confiance totale dans les conseils désormais discrédités de l'OMS et ses louanges erronées de la réponse de la Chine ont permis au virus de frapper très fort le Canada. Les mesures de confinement majeures après le déclenchement de la pandémie ne peuvent pas compenser les opportunités perdues au début.

Alors que nous traversons cela ensemble, le PHC continuera de faire pression pour la transparence et des actions gouvernementales responsables pour défendre la santé et la sécurité de tous les Canadiens.

Notes de bas de page

¹ www.statnews.com/2020/01/31/u-s-declares-public-health-emergency-over-coronavirus-bans-travel-from-china-by-foreign-nationals/

² edmontonjournal.com/news/politics/the-road-to-canadas-covid-19-outbreak-pt-2-timeline-of-federal-government-failure-at-border-to-slow-the-virus-2/

³ edmontonjournal.com/news/national/the-road-to-canadas-covid-19-outbreak-pt-3-timeline-of-federal-government-failure-at-border-to-slow-the-virus/

⁴ torontosun.com/opinion/columnists/lilley-trudeau-finally-closes-illegal-border-crossing

⁵ www.pop.org/china-must-release-the-secret-records-of-the-wuhan-biolabs/

⁶ www.ezrainstitute.ca/resource-library/articles/covid-calamity-when-the-cure-is-worse-than-the-disease/

Parti de l'Héritage Chrétien du Canada

chp.ca/fr/accueil • NationalOffice@chp.ca • 1-888-VOTE-CHP (868-3247)

PO Box 4958, Station E, Ottawa, Ontario K1S 5J1

Ce Communiqué peut être copié